



«Hier, 2 juillet 2020, neuf des nôtres, avons été invités, et nous sommes entretenus avec une équipe du Gouvernement de la République du Cameroun, à propos de l'initiative d'un cessez-le-feu, suite à l'appel des Nations-Unies. Les termes sont en discussion, et nous informerons les Ambazoniens une fois que des progrès significatifs seront faits», a annoncé Ayuk Sisiku Tabe, président de la République chimérique de l'Ambazonie, une déclaration reprise sur sa page Facebook ce vendredi 03 juin par Jean François Channon, Directeur de Publication du quotidien Le Messenger.

«Je salue la bravoure et l'initiative louable du gouvernement et Sisiku Tabe Tabe Co qui se sont réunis le 2 juillet 2020 pour entamer les discussions. Je souhaite vivement que ces discussions contribuent à trouver une percée dans le logjam actuel. Je soutiens ces discussions », a réagi Me Agbor Balla, figure de proue dans les revendications anglophones, avocat en Droits humains, et ex enseignant à l'université de Buea.

«Soyez rassurés que nous restons sur notre objectif de restauration de l'indépendance de notre nation», a ajouté le leader séparatiste.

Ayuk Tabe, depuis la prison de Kondengui, a régulièrement multiplié des déclarations, fixant les conditions d'un dialogue avec le gouvernement camerounais.

Julius Sisiku Ayuk Tabe, 53 ans, président de ce micro-État autoproclamé, réclame d'abord la libération de tous les détenus anglophones, le retrait des troupes gouvernementales, des administrateurs et des fonctionnaires de l'Amabzonie, mais surtout l'envoi d'une force sur place par l'ONU.

Dans cette déclaration, l'indépendantiste déclarait que le gouvernement du Cameroun, les séparatistes, les Nations unies en tant qu'arbitre et des observateurs étrangers tels que le Royaume-Uni, l'Union africaine, le Commonwealth, l'Union européenne doivent participer au règlement du conflit.